



HAL
open science

Communication politique et distanciation journalistique. Les transformations contemporaines des pages Politique de la presse écrite française

Nicolas Kaciaf

► **To cite this version:**

Nicolas Kaciaf. Communication politique et distanciation journalistique. Les transformations contemporaines des pages Politique de la presse écrite française. *Savoir/Agir*, 2014, *Savoir/Agir*, 28, pp.13-18. 10.3917/sava.028.0013 . hal-02446911

HAL Id: hal-02446911

<https://hal.univ-lille.fr/hal-02446911v1>

Submitted on 17 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Communication politique et distanciation journalistique

Les transformations contemporaines des pages *Politique* de la presse écrite française

Nicolas Kaciaf

Maître de conférences en science politique à l'IEP de Lille

Il pourrait paraître paradoxal d'inclure un article consacré aux pages *Politique* de la presse écrite française dans un dossier soucieux de questionner la contribution des entreprises médiatiques à la dépolitisation des problèmes sociaux. Pourtant différents facteurs justifient un tel rapprochement : de la désaffiliation tendancielle des journaux à l'égard de la compétition partisane à la relative déconnexion opérée, dans de nombreux titres, entre le traitement de la vie politique *stricto sensu* et la couverture des luttes sociales et idéologiques qui concourent à la fabrique de l'action publique. Depuis plusieurs décennies, de nombreux chercheurs soulignent en effet que les pages *Politique* des principaux journaux français sont marquées par une attention plus soutenue pour les « jeux » plus que pour les « enjeux » politiques¹, par une focalisation sur les aspects stratégiques et psychologiques des affrontements entre leaders² ou encore par le développement d'un « journalisme d'état-major » qui s'affairerait avant tout à dévoiler les « logiques de communication » des responsables partisans³. De telles observations des contenus journalistiques et des conceptions du métier sous-jacentes s'avèrent en soi précieuses. Mais il faut en identifier les ressorts. Autrement dit, on ne peut comprendre les pratiques journalistiques actuelles sans saisir les facteurs qui ont historiquement contribué à leur émergence et sans identifier les logiques qui, aujourd'hui, tendent à pérenniser ces appréhensions proprement « politiciennes » de l'actualité politique.

Il s'agit ici plus précisément de mettre au jour un basculement, initié au tournant des années 1960 et 1970, dans les rôles que les rédacteurs politiques des principaux quotidiens et hebdomadaires nationaux se sont efforcés d'endosser, en tant qu'intermédiaires entre les acteurs politiques et leurs publics⁴. En évacuant progressivement les répertoires d'écriture qui les positionnaient en relais, plus ou moins passifs, de la communication du personnel politique, les

¹ J.-B. Legavre, « Les journalistes politiques : des spécialistes du jeu politique », in F. Matonti (dir.), *La Démobilisation politique*, Paris, La Dispute, 2005, p. 117-142.

² E. Neveu, « Pages "Politique" », *Mots*, n°37, 1993, p. 25.

³ A. Mercier, « Les médias en campagne », in P. Perrineau et C. Ysmal (dir.), *Le Vote de tous les refus*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 77.

⁴ Pour de plus amples développements empiriques et méthodologiques, voir N. Kaciaf, *Les Pages « Politique ». Histoire du journalisme politique dans la presse écrite française (1945-2006)*, Rennes, PUR, 2013.

journalistes ont adopté des outils rédactionnels qui leur ont permis de mieux afficher leur distanciation professionnelle et ainsi d'apparaître comme des observateurs critiques, surplombant, décryptant et arbitrant les rapports de force politiques. Cette évolution ne signifie évidemment pas que les rédacteurs ne disposeraient plus d'arrière-pensées partisans, qu'ils s'affranchiraient de toute proximité avec leurs sources ou que leurs productions évacueraient tout enjeu proprement politique (mobiliser le lectorat, susciter l'indignation, applaudir une cause ou un « camp »). En revanche, ces exigences ont dû se fondre dans des formats inédits qui traduisent un déplacement des conceptions de l'excellence professionnelle. Il conviendra ainsi non seulement de décrire les circonstances d'un tel renversement mais également de montrer que ces rhétoriques aujourd'hui privilégiées constituent une réponse jugée commercialement rentable et journalistiquement crédible aux renouvellements des règles du jeu politique.

Se positionner face au verbe politique

De nombreux journalistes ayant officié au cours des années 1940, 1950 et 1960 portent un regard relativement sévère sur le travail de leurs collègues des décennies ultérieures. Parmi les reproches formulés, le sentiment d'un « déclin de la rigueur » semble le plus partagé. Synonyme d'un moindre respect des lecteurs, cette superficialité s'accompagnerait d'autres travers qui contribueraient au mépris du politique et, symétriquement, au désenchantement des publics : la « personnalisation » du jeu, la surévaluation « paresseuse » des petites phrases, la réduction de la politique au « jeu d'échec des partis », etc. A l'inverse, leurs successeurs tendent à justifier les évolutions qu'ils ont apportées dans le contenu des pages *Politique* par le rejet d'une approche passée qu'ils jugeaient trop institutionnelle, austère, « suiviste » à l'égard du personnel politique, sans réelle initiative ni valeur ajoutée journalistique. La menace à leurs yeux n'est pas tant le cynisme des lecteurs que leur désintérêt potentiel.

Une observation diachronique du contenu des pages *Politique* montre que les rédacteurs des journaux dits « d'information » (par opposition aux journaux d'affiliation partisans tels que *L'Humanité*) ont effectivement évacué les registres qui les inscrivaient en stricts intermédiaires entre la scène politique « officielle » et les publics. Si les services *Politique* des années 1940 aux années 1960 ne se sont évidemment jamais contentés de relayer passivement les déclarations publiques des parlementaires, ministres ou responsables de partis, ils entretenaient une conception du métier à travers laquelle *informer* supposait surtout de rendre *visibles* les prises de position des acteurs politiques, ainsi que l'essentiel des décisions ratifiées dans les institutions publiques, et notamment au Parlement. En s'effaçant derrière le verbe politique, en relayant scrupuleusement les déclarations publiques des hommes politiques, en octroyant à leurs seuls

chefs de service le droit de commenter la pertinence des propos et la bonne tenue des échanges, les services *Politique* entretenaient une rigueur légitimée par la notion de service rendu au lecteur-citoyen. Sous la IV^e République déjà, le professionnalisme journalistique commandait une appréhension distanciée (et de la sorte impartiale) des activités politiques qui passait avant tout par la mise à distance de sa personne, de ses émotions, de sa subjectivité.

Cependant, en restituant principalement la dimension *publique* des affrontements politiques et des activités institutionnelles, les rédacteurs politiques se contentaient d'en livrer la façade officielle, au risque d'apparaître comme de simples « porte-plume » du personnel politique. Ainsi, à travers une succession d'innovations rédactionnelles, les services *Politique* vont redéfinir les contours du principe de distanciation. À partir des années 1970 et 1980, celui-ci ne se caractérise plus seulement par la mise à distance de ses engagements personnels mais également par la mise à distance d'une parole politique désormais perçue comme manipulée à des fins de séduction ou de dissimulation, et ainsi mise en discussion moins pour sa justesse doctrinale que pour ses soubassements stratégiques. De la sorte, le principe de distanciation va progressivement impliquer une intervention journalistique plus apparente dans les papiers, afin de mieux marquer le travail d'enquête de rédacteurs qui se définissent largement comme des observateurs posés en surplomb du « zoo politique ».

Vers une rhétorique de décryptage

Cette transformation des rhétoriques de distanciation renvoie à trois dynamiques qui, sur le temps long, convergent dans la plupart des rédactions étudiées. Premièrement, à partir des années 1960, le travail d'information des journalistes politiques consiste de moins en moins à rapporter des déclarations *officielles*. Ainsi, dans l'ensemble des rédactions, les journalistes abandonnent la reproduction stricte des communiqués issus des ministères et des états-majors partisans et réduisent le volume des comptes-rendus des déclarations prélevées sur une arène publique (séances de l'Assemblée, meetings, congrès, etc.). Parallèlement, ils restituent davantage de confidences anonymes ou de propos recueillis à l'initiative du journaliste (via les interviews qui ne se banalisent qu'au cours des années 1960), afin de révéler la face supposément cachée des jeux politiques. Aussi les pages *Politique* donnent-elles à voir des univers partisans moins unifiés qu'autrefois ou, du moins, des organisations dont les oppositions internes ne reposeraient pas seulement sur des désaccords idéologiques publiquement exprimés. Restituée auparavant de façon « brute », la parole politique est ainsi davantage passée au tamis du travail journalistique : elle est contextualisée dans des articles structurés autour d'une trame narrative, interprétée au

regard des ambitions de son locuteur, évaluée au prisme de son impact supposé sur l'opinion publique.

La deuxième dynamique s'initie au tournant des années 1980, à travers la généralisation de conventions rédactionnelles destinées à mieux marquer la frontière entre discours politique et discours journalistique. Parmi ces derniers, on peut noter la mise à l'écart des « tribunes libres » offertes aux acteurs politiques dans des espaces spécifiques et non plus au cœur même des pages *Politique*. Cette dynamique s'observe également dans l'incorporation croissante de registres humoristiques, ironiques, voire désinvoltes. Tandis que l'irrévérence pouvait être autrefois considérée comme une faute professionnelle dans de nombreux titres, celle-ci se développe au sein de *Libération* et de *L'Événement du jeudi*, via l'emploi de titres ludiques, la restitution de scènes jugées cocasses, l'utilisation de formules sarcastiques qui traduisent moins un engagement dans les luttes partisans qu'une ambition de désacraliser une scène politique dont les protagonistes suscitent l'amusement plus que l'indignation.

La troisième dynamique renvoie enfin à la routinisation d'un journalisme de décryptage dont les principes constitutifs sont sensiblement voisins aux « rhétoriques d'expertise critique » mises en évidence par Padioleau⁵. La dimension analytique n'est évidemment pas neuve dans le journalisme politique français : sous la IV^e République, les chroniques des chefs des services *Politique* visaient en effet souvent à rendre lisible un jeu parlementaire particulièrement complexe. Mais à partir des années 1970, ce genre rédactionnel va se banaliser au point de constituer le registre dominant des papiers d'information. Ainsi, la « valeur ajoutée » des pages *Politique* de la presse écrite va principalement résider dans cette mise en perspective des actes et des discours politiques, de plus en plus fréquemment analysés comme révélateurs des rivalités personnelles et des stratégies d'accession au pouvoir. Généralement plus concis, les extraits de discours paraissent avant tout sélectionnés pour leur capacité à s'inscrire dans une intrigue supposée connue du public et dont l'épilogue ultime est souvent l'élection présidentielle. Ainsi, à la différence des journalistes *Société* ou *Économie* dont l'expertise est davantage fondée sur l'analyse des enjeux associés à leur spécialisation respective, l'excellence professionnelle des journalistes politiques va résider dans leur capacité à dévoiler, décrypter et anticiper les « coups » joués par les acteurs politiques. Cette logique de « décryptage » va successivement concerner deux modalités des stratégies politiques. Au cours des années 1970, les rédacteurs ont de plus en plus mis en scène les luttes internes aux différents groupes (partis, coalitions majoritaires, gouvernement) et révélé les jeux d'alliances, de contrôle des investitures, de positionnement électoral. A partir des

⁵ J.-G. Padioleau, « Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques », *Sociologie du travail*, vol. 18, n°3, 1976, p. 256-281.

années 1980, s'est surajoutée une lecture d'un « jeu politique » devenu « jeu médiatique » : les journalistes de la presse écrite se sont alors efforcés de décrypter les stratégies d'images et de communication du personnel politique.

Les évolutions ainsi restituées ont été rendues possibles par la congruence de différents facteurs : transformations des pratiques de communication d'acteurs politiques davantage soucieux qu'autrefois d'enrôler les électeurs à l'échelle nationale, renforcement des normes commerciales au sein de rédactions soumises à un environnement médiatique hyperconcurrentiel, évolutions de la morphologie du groupe des journalistes politiques et de leur socialisation politique et professionnelle. La prise en compte de l'ensemble de ces conditions permet de concevoir ces nouvelles rhétoriques comme des réponses, pratiques et légitimes, à des exigences plurielles et potentiellement contradictoires : économie du travail journalistique, lisibilité des pages *Politique*, marquage de l'absence d'ancrage partisan, distinction personnelle des rédacteurs.

Des incidences incertaines

Au terme de ce rapide examen d'une histoire évidemment plus complexe et sinueuse, une question reste en suspens : quelles ont été les incidences de ces transformations des pages *Politique* de la presse écrite française ? L'une des premières manières de répondre consiste à examiner les effets de ces constructions médiatiques sur les représentations des électorats. Or, sur ce terrain de la réception, il faut avouer qu'on ne peut en aucun cas présumer des appropriations ordinaires des contenus ainsi mis en évidence⁶. Comme le suggère Schudson, à défaut d'enquêtes spécifiquement consacrées aux usages sociaux des productions journalistiques, il demeure délicat d'interpréter leurs incidences sur les représentations et les engagements des publics⁷. Ainsi, en conservant un regard purement spéculatif, on pourrait aisément considérer que n'importe quelle rhétorique journalistique contribuerait à la désaffection politique : « Les médias sont-ils des enquêteurs agressifs et critiques ? Alors les informations sont perçues comme négatives et désenchantent les citoyens. Les médias sont-ils connivents et complices avec le pouvoir en place ? Alors le public est endormi dans l'autosatisfaction et l'ennui. Les médias sont-ils sceptiques, ironiques ou distanciés ? Alors ils encouragent la prise de distance du public. Les médias sont-ils

⁶ Sur les incidences du cadrage « stratégique » de la politique sur les représentations politiques ordinaires, voir J. N. Cappella, K. H. Jamieson, *Spiral of Cynicism. The Press and the Public Good*, New York, Oxford University Press, 1997 ; D. Gaxie, « Une construction médiatique du spectacle politique ? Réalité et limites de la contribution des médias au développement des perceptions négatives du politique », in J. Lagroye (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 325-356.

⁷ M. Schudson, *The Power of News*, Cambridge, Harvard University Press, 1995, p. 22.

plein d'éloges et d'heureuses nouvelles ? Alors c'est le "tout va bien" sédatif de la bonne parole des réseaux d'informations locales. Sont-ils sensationnels ? Alors ils distraient leurs audiences⁸ ».

Ensuite, il faut se souvenir que les pages *Politique* de la presse écrite ne composent qu'une maigre part des espaces médiatiques susceptibles de favoriser les investissements politiques des citoyens. Enfin, à se focaliser sur les seules productions journalistiques, on risquerait d'imputer aux médias la seule responsabilité des évolutions contemporaines des systèmes politiques. Les journalistes n'ont évidemment pas créé la professionnalisation politique et les logiques discriminant l'accès aux plus hautes fonctions, pas plus qu'ils n'ont façonné la dédifférenciation des offres partisans ou le moindre ancrage sociologique des principales organisations partisans⁹. Ces dynamiques ont, à l'inverse, directement pesé sur les rhétoriques journalistiques. Si les règles du jeu politique ne peuvent être évidemment analysées sans tenir compte des exigences propres aux entreprises médiatiques¹⁰, les pratiques des journalistes politiques n'ont de sens que rapportées aux évolutions des dispositifs communicationnels du personnel politique. Aussi, à mesure que ces derniers renforcent leur prétention à instrumentaliser ou contourner les médias d'information, les journalistes s'avèrent encouragés à approfondir ces logiques de mise à distance du verbe politique, dès lors que leurs innovations se révèlent commercialement rentables : les déplacements identifiables dans le « Petit journal » (Canal +) ou dans les rubriques de Fact Checking montrent à quel point cette histoire des rhétoriques de distanciation est loin d'être close.

⁸ *Ibidem*. On pourrait également suggérer que les lectures les plus personnalisées du jeu politique contribuent tout autant à évacuer les enjeux sociaux sous-jacents aux luttes partisans qu'à déconstruire les mythes démocratiques qui voilent la caractère profondément asymétrique d'un ordre politique fondé sur la monopolisation des positions de pouvoir.

⁹ Sur le cas du Parti socialiste, voir R. Lefebvre, F. Sawicki, *La Société des socialistes*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006.

¹⁰ J. Nollet, *Des décisions publiques « médiatiques » ? Sociologie de l'emprise du journalisme sur les politiques de sécurité sanitaire des aliments*, thèse de doctorat en science politique, Université de Lille 2, 2010.